

Le déficit public légèrement moins important que prévu en 2018

Les finances publiques pourraient de nouveau dérapager en 2019

Enfin de bonnes nouvelles pour l'exécutif, englués depuis des mois dans la crise des « gilets jaunes ». En 2018, le déficit public a atteint 2,5 % du produit intérieur brut (PIB), a indiqué l'Insee, mardi 26 mars. C'est légèrement mieux que la dernière estimation du gouvernement (2,6 %). La dette publique, elle, s'est stabilisée en volume, à 98,4 % du PIB. Là encore, c'est une petite bouffée d'oxygène : dans le dernier budget, le gouvernement tablait sur 98,7 % du PIB. En valeur, elle a toutefois progressé de 56,6 milliards d'euros, pour atteindre 2 315 milliards d'euros en 2018.

« La politique du président de la République fonctionne. Il faut continuer cet effort avec nos comptes publics », s'est félicité Gérard Darmanin, le ministre de l'action et des comptes publics, sur RTL mardi 26 mars, soulignant que « pour la première fois, la dépense publique a baissé en volume ». Autrement dit, elle a augmenté moins vite, en valeur, l'an dernier. En effet, le poids de la dépense publique s'est allégé de 0,4 point sur un an, à 56 % du PIB. Quant au taux de prélèvement obligatoires, il a baissé de 0,2 point, à 45 %.

« On a eu une décélération de la dépense publique, notamment en raison d'une hausse moins forte de la masse salariale des administrations (les salaires des fonctionnaires). Les prestations sociales vieillesse [retraites] ont été plus dynamiques, mais compensées par la baisse des APL dans le logement social », détaille Guillaume Houriez, chef du département comptes nationaux à l'Insee.

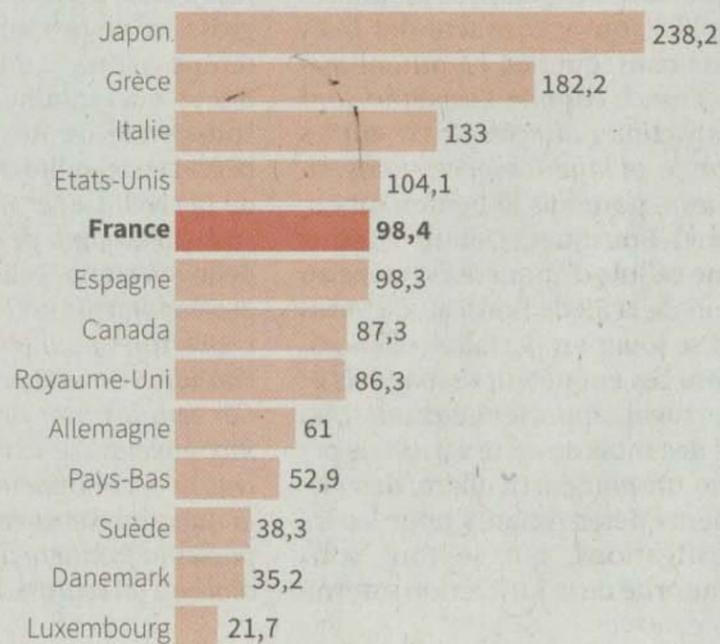
Autre bonne surprise : la croissance 2018 a été révisée à la hausse par l'Insee, à +1,6 %, alors que l'institut statistique avait indiqué +1,5 % dans ses deux précédentes estimations. Mais il s'agit d'un changement « mineur », selon M. Houriez. De plus, le pouvoir d'achat des ménages a ralenti sur l'ensemble de l'année, malgré le fort rebond du dernier

Une dette publique qui se stabilise à un haut niveau

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES FRANÇAISES, EN % DU PIB



DETTE PUBLIQUE*, EN % DU PIB



SOURCES : INSEE, EUROSTAT, FMI

* Au 4^e trimestre 2018 pour la France, au 3^e trimestre 2018 pour les autres pays de l'UE et estimation 2018 pour les autres pays du G7

Si la taxe carbone n'est pas rétablie, elle privera Bercy d'une dizaine de milliards d'euros de recettes d'ici à 2022

trimestre. Une nouvelle illustration de ce paradoxe : les multiples révisions des comptes nationaux au fil du temps, à mesure que l'Insee étoffe progressivement les données économiques dont elle dispose, modifient notablement le profil des finances publiques et incitent à prendre les chiffres avec des pincettes.

Ainsi, le déficit 2017, initialement annoncé à 2,6 % il y a un an, lorsque la France était repassée pour la première fois sous le seuil des 3 %, sortant ainsi de la procédure de déficit excessif, a fi-

nalement atteint... 2,8 %, selon les chiffres publiés mardi. Pas de quoi refroidir l'enthousiasme de Bercy. « La politique économique du gouvernement fait baisser le chômage et remet du carburant dans la machine économique », a vanté M. Darmanin.

De multiples incertitudes

Le soulagement devrait toutefois être de courte durée. Pour 2019, l'exécutif doit à la fois trouver de 1 à 1,5 milliard d'euros d'économies pour financer les mesures relatives au pouvoir d'achat annoncées en décembre par le chef de l'Etat, et faire face au ralentissement de la conjoncture – la croissance du PIB est attendue à 1,4 % cette année, alors que le budget a été construit avec un chiffre de 1,7 %. Le déficit 2019, attendu à 3,2 % par le gouvernement, pourrait encore s'alourdir.

Pour la seconde moitié du quinquennat, ensuite, les incertitudes sont multiples. A commencer par l'inconnue de la taxe

carbone qui a été supprimée cette année après la fronde sur les ronds-points. Si elle n'est pas rétablie, elle privera Bercy d'une dizaine de milliards d'euros de recettes d'ici à 2022. « Nous allons faire un budget qui permettra de tenir le rétablissement de nos comptes publics en 2020 », a assuré M. Darmanin. Bercy doit envoyer avant fin avril à Bruxelles la nouvelle trajectoire des finances publiques jusqu'en 2022. Celle de 2018 prévoyait un déficit ramené à 0,9 % du PIB en 2019, ce qui laisse des marges de manœuvre à l'exécutif.

« Nous sommes le gouvernement qui a le plus baissé les impôts. Je suis pour baisser les impôts », a martelé M. Darmanin. Mais jusqu'à présent, il a toujours lié baisse des impôts et baisse des dépenses, alors que la menace d'une dette de 100 % du PIB plane toujours sur les finances publiques pour les années à venir. ■

AUDREY TONNELIER